PRINT

Professions, institu

ANR FICOPSAD

Les formes innovantes de co-construction des politiques publiques et leurs incidences sur les dynamiques de professionnalités et de besoins dans les services de soutien à domicile auprès des aînés. Mise en perspective France-Québec

- **Coordinatrice du projet** : Maryse Bresson
- **Durée du projet** : 48 mois, de novembre 2016 à octobre 2020

» **Financeur** : ANR

» **Partenaires** : LISE (laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique, CNAM/CNRS), AREFIS-IREIS Rhône-Alpes (Institut Régional et Européen des métiers de l'Intervention Sociale), Université de Montréal, Université du Québec à Montréal

L'objectif du projet est d'étudier, dans un contexte de vieillissement démographique, les processus d'élaboration des politiques publiques et leur mise en œuvre par les acteurs des services à domicile auprès des aînés en France et au Québec.

La recherche étant à mi-parcours, un travail de recueil des données (analyse démographique, cartographie, entretiens, observations) a été effectué sur 3 des 4 terrains : Île-de-France (Versailles), Rhône-Alpes (Loire), Mauricie (Québec), une mission à Montréal est prévue en octobre 2018. Les analyses portent sur trois volets : macro (politiques publiques), méso (professionnalités), micro (rapports aux usagers). Le rapport intermédiaire souligne la fascination en France pour le modèle social québécois. Le thème de la précarité s'impose de manière parfois inattendue : à Versailles, elle est liée au transfert d'activités du centre communal d'action sociale à une société coopérative avec des changements de statuts d'emploi. Les pancartes pour défendre le département des Yvelines dont les services sont menacés font écho à celles pour défendre les centres locaux de services communautaires en Mauricie. Si des formes de co-construction des politiques sont observées, elles présentent des différences puisqu'au Québec, le secteur public reste omniprésent alors qu'en France, le secteur privé (à but non lucratif ou marchand) occupe une place plus importante. Mais la co-construction n'apparaît pas nécessairement comme source d'innovation : selon les acteurs interviewés, l'innovation résulte plus d'une volonté institutionnelle d'un acteur principal. De plus, dans les deux pays, la reconnaissance au travail est un enjeu fort pour les professionnel-les, qui insistent sur leur différence avec les femmes de ménage. Enfin, au vu des défis rencontrés pour approcher les usagers dans cette recherche, la question reste entière quant à la manière de les impliquer dans les processus.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

La présentation du projet par Maryse Bresson
(publiée dans *la Lettre de la recherche*, n°33, UVSQ)